

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 1388 DU 30 AOUT 2024

PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

SAS THERMIE BOURGOGNE INDUSTRIE (TBI)

Commune de Chevigny-Saint-Sauveur

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR**

VU le code de l'environnement et en particulier ses articles L 181-14, L. 513-1, R. 181-45, R. 513-1 et R. 513-2 ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surfaces ;

VU l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 1988 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 1997 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 1988 ;

VU le récépissé de déclaration du 26 octobre 2011 ;

VU la lettre préfectorale du 14 novembre 2002 actant le bénéfice du droit acquis ;

VU le porter à connaissance du 5 octobre 2015 et les compléments du 26 janvier 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juillet 2024 ;

VU l'absence d'observation formulée par la société Thermie Bourgogne Industrie (TBI) sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 9 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société Thermie Bourgogne Industrie (TBI) est régulièrement autorisée à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement soumise au régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les installations ont subi des modifications depuis 1988 ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées n'apparaissent pas comme substantielles ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne nécessitent pas de prendre des mesures de prévention complémentaires pour la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la réglementation des installations classées a évolué depuis 1988, notamment vis-à-vis de la nomenclature des installations classées et des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'il est, dès lors, nécessaire d'actualiser l'arrêté préfectoral du 10 février 1998 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral du 10 mars 1988 autorisant la société Thermie Bourgogne Industrie (TBI) (SIRET 34347390600026), dont le siège social est situé au 1 Bis rue du Point du jour, 21800 Chevigny-Saint-Sauveur, à exploiter une installation de traitement des métaux à la même adresse, est modifié ainsi qu'il suit à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Les prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 1988 sont abrogées et remplacées par :

«

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité maximale autorisée	Régime (*)
2562-1	Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus Le volume des bains étant : 1. Supérieur à 500 l	9 fours bains de sels	3330 litres	A
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	8 fours de revenu	-	DC
4735-2b	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t	6 bouteilles de 44 kg de charge (2 bouteilles en utilisation et 4 maxi en stockage)	264 kg	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité maximale autorisée	Régime (*)
2564-1c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	Déwatering : 1 bac de 250 L	250 litres	DC
2921-1b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Tour acier 1 : 476 kW Tour fibre 2 : 238 kW	714 kW	DC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	Cuve de propane	1750 kg	NC

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique) », NC (Non classé)

ARTICLE 3

Les prescriptions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 1988 sont abrogées et remplacées par :

« Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

A l'exception des dispositions particulières visées au présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessus. »

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société Thermie Bourgogne Industrie (TBI) dont le siège social est situé au 1bis rue du Point du Jour 21800 Chevigny-Saint-Sauveur.

ARTICLE 5

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de la commune de Chevigny-Saint-Sauveur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Johann MOUGENOT